

Zeitschrift:	Revue économique franco-suisse
Herausgeber:	Chambre de commerce suisse en France
Band:	40 (1960)
Heft:	3
Artikel:	La situation économique : Délégué de la Suisse auprès des communautés européennes : M. L'Ambassadeur Soldati répond à nos questions
Autor:	Couvreu, Raymond / Soldati
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-887507

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

PREMIÈRE QUESTION

— Dans le premier numéro de 1960 de la « Revue économique franco-suisse », vous nous avez fait l'honneur, Monsieur l'Ambassadeur, de faire pour nous le point de la situation à l'aube d'une année qui s'annonçait particulièrement chargée. Depuis lors, plusieurs réunions économiques ont été organisées. Les Six, les Sept, les Vingt-et-un se sont retrouvés; la situation a évolué et quelles sont, selon vous, les perspectives pour l'avenir?

— Des travaux sont en cours sur tous les plans. Par rapport à la situation en janvier, il y a peut-être une amélioration, en ce sens que des procédures sont engagées et des dialogues ouverts, à vrai dire pour des solutions plutôt de nature pragmatique et précaire.

Les conférences économiques de janvier ont abouti à la création de deux comités. Celui des Vingt-et-un pour la réforme de l'O.E.C.E. s'est réuni les 24 et 25 mai pour examiner le Rapport des quatre Sages. Il a mis sur pied un groupe de travail au niveau des experts, qui a la charge d'élaborer un projet de convention rénovant l'O.E.C.E. Le Comité des Vingt-et-un pour les questions commerciales étudie la discrimination résultant de l'existence de deux groupes commerciaux. Son secrétariat a préparé une étude technique sur les conséquences et les dommages qui pourraient résulter des tarifs douaniers pratiqués par les Six et les Sept entre eux et vis-à-vis des pays tiers dès le 1^{er} juillet.

DEUXIÈME QUESTION

— Pensez-vous que les récents échanges de vue entre les Six et les Sept permettent d'entrevoir une ou des solutions aux problèmes précis des échanges commerciaux entre les deux groupes?

— Les déclarations des Six et des Sept, en ce qui concerne les problèmes européens, ont confirmé que les uns et les autres étaient favorables à la reprise des discussions. Mais la situation est encore chargée quant au fond. Les lignes des solutions sont loin de se dégager. On parle. Les problèmes de substance sont « en commissionnés ». Pour le problème fondamental à long terme, il n'y a pas d'évolution réelle dans les positions.

TROISIÈME QUESTION

— On a fait beaucoup de bruit en France et en Angleterre autour d'une éventuelle adhésion du Royaume-Uni au Marché Commun; qu'en pensez-vous? Et si, prenant prétexte de l'article 42 de la Convention de Stockholm, qui l'y autorise, la Grande-Bretagne annonçait son intention de sortir de l'A.E.L.E., quelle serait l'attitude de la Suisse?

— La Grande-Bretagne a fait part de la possibilité de son entrée dans l'Euratom et la C.E.C.A., sous certaines conditions. En ce qui concerne le Marché Commun, nous pensons qu'une adhésion du Royaume-Uni au sens de l'article 237 du Traité de Rome poserait plus de problèmes à celui-ci qu'au Royaume-Uni.

QUATRIÈME QUESTION

— Vous avez, le 24 mai dernier, proposé, au nom de la Suisse, un projet de réforme de l'O.E.C.E. qui prévoit, d'une part, que les décisions et les accords conclus sous l'égide de l'ancienne organisation resteront en vigueur, d'autre part, que certaines activités commerciales seront maintenues :

— 1^o Pensez-vous que l'accueil favorable réservé par la majorité des délégués à votre projet, ou tout au moins à son fond, lui donne des chances d'être pris en considération?

— La Suisse a en effet proposé un projet de convention qui fait suite, et je dirais entraîne un peu plus loin le mémo-randum des quatre Sages. Présenté d'abord à Lisbonne, l'accueil des Sept lui a été favorable. Non pas d'une manière automatique et totale, cela va de soi. Il ne s'agit pas d'un plan des Sept, mais d'une contribution suisse dans une optique générale, « océenne ». Le projet suisse ne prétend pas être retenu « in globo », il vise moins la lettre que l'esprit. Nous souhaitons que l'organisation rénovée réaffirme ses compétences commerciales. Sous quelle forme, dans quelle mesure? Nous savons ce que nous souhaitons, le résultat dépend des autres. Le projet suisse aura eu l'effet d'un catalyseur, permis un certain regroupement des théories positives latentes, dans la majorité des pays européens. Le projet précise les possibilités d'aide aux pays sous-développés. M. Petitpierre, dès sa première intervention en janvier, avait laissé entendre l'importance que nous attribuons à cet aspect des activités de l'O.C.E.D. Il ne

Délégué de la Suisse auprès des Communautés européennes,

M. l'Ambassadeur Soldati répond à nos questions

s'agit pas pour nous de sous-estimer cette activité (on l'a laissé entendre). Au contraire, de la préciser par une politique commerciale non discriminatoire à l'égard des pays à bas salaire.

— Séduisant peut-être, ce qui est nouveau n'est pas fatallement meilleur et plus efficace que ce qui est ancien. Dans le cas de l'O.E.C.E., l'expérience du passé légitime l'idée que l'on doit conserver certaines choses éprouvées pour la nouvelle organisation. Un tri doit être fait, bien sûr, mais les réalisations obtenues justifient l'argument qu'il y a dans les méthodes et les décisions, dans l'esprit O.E.C.E., des éléments qui doivent être maintenus. On a eu la preuve que l'utilisation de ces méthodes peut donner des résultats. Profitons-en. Du climat actuel, quelques-uns dégagent l'idée qu'avec la convertibilité il y a eu rupture avec le passé. Or celle-ci n'est que la concrétisation d'un état de choses auquel on est arrivé peu à peu. Les faits économiques restent. L'interdépendance et la nécessité de coopération et de disciplines communes aussi. Ce n'est pas parce que nous sommes arrivés à la convertibilité que les faits économiques ont changé, ou les récessions bannies à jamais.

— Le G.A.T.T. est une conférence de 40 États et non une organisation. L'O.E.C.E. est un instrument permanent de négociation, capable de prendre des décisions au jour le jour. Il permet de suivre la politique commerciale de ses membres (les plus intéressés au commerce international) de façon plus continue et plus approfondie que le G.A.T.T. Il s'agit en fait d'un renforcement indirect des dispositions de procédure du G.A.T.T., valable pour les pays les plus forts, qui doivent s'astreindre à des disciplines plus strictes, d'après une optique qui en ferait bénéficier la zone dollar, comme les pays à bas salaire du monde entier, partenaires nécessaires de l'économie libre. C'est un instrument permettant de réaliser plus rapidement les objectifs que le G.A.T.T. impose à ses membres.

— Un des objectifs de la transformation est d'y faire entrer les États-Unis. Actuellement les États-Unis, le Canada, les pays européens étudient le problème de savoir jusqu'où les engagements à prendre pourront aller pour qu'ils restent acceptables pour tous. C'est un des points principaux de la négociation. Cet aspect du problème jouera un rôle considérable dans l'esprit des négociateurs. Ce qu'il y a de certain, les rencontres des 24 et 25 mai l'ont prouvé, c'est que les États-Unis comprennent aujourd'hui la position des pays européens mieux que ce n'était le cas lorsqu'ils ont préparé le dossier de la négociation. Les déclarations du délégué américain ont témoigné d'une grande ouverture d'esprit à l'égard de l'ensemble des pays européens. C'est un fait encourageant. En matière commerciale, il n'y a pas de différence fondamentale entre la thèse des États-Unis et celle de notre pays.

En un mot, si nous voulons veiller d'une part à ce que l'examen de la discrimination, dans le Comité commercial des 21, mène à autre chose qu'à la réorganisation de l'O.E.C.E., d'autre part, notre souci est qu'il y ait régénération et non pas euthanasie. La nécessité des grands espaces économiques est réelle. Nous l'acceptons, elle postule le renforcement des grandes organisations.

— 2^e Que répondez-vous à ces opposants qui affirment qu'il faut regarder vers l'avenir et les tâches nouvelles et ne plus s'attacher au passé?

CINQUIÈME QUESTION

— Pour répondre aux arguments de ceux qui voudraient voir l'O.E.C.E. rester le forum commercial européen, certains opposants affirment que c'est maintenant l'affaire du G.A.T.T. : Qu'avez-vous à répondre à cet argument et comment envisagez-vous les activités côte-à-côte de ces deux organisations?

SIXIÈME QUESTION

— Si l'O.C.E.D. conserve des compétences commerciales, ne risque-t-on pas de voir les États-Unis refuser finalement de ratifier la convention?

*Propos recueillis
par Raymond Couvreu,
chef des services d'informations de la
Chambre de commerce suisse en France*



*O H! trop heureux vraiment, s'il savait son bonheur,
Seraut le paysan! Sans querelle et sans heurt,
Terre vient le combler de toute subsistance.
Il n'a point de palais dont la fière apparence
Cache mal le flot noir des clients agités.
Il ne peut caresser les panneaux incrustés,
Les lourds tapis dorés ni les bronzes d'Ephyre.
De laine sans teinture il lui faut se suffire
Et l'huile à la cannelle est trop chère à ses yeux.
Mais il a le repos, l'air, la paix en tous lieux,
La bonne vie à qui l'on a fait confiance,
Des grottes et des eaux la fraîche souriance,
Et le bœuf qui mugit, et le somme à midi
A l'ombre du vieux tronc, mollement assoupi.
Il débûche au fourré le sanglier sauvage,
Durcit patiemment sa jeunesse à l'ouvrage,
Apprend l'austérité des fiers renoncements,
Et le respect des dieux et l'amour des parents,
C'est chez lui que Justice aurait vécu sur terre...!*

VIRGILE
Géorgiques II 458